

## Table des matières

Remerciements .....	11
Sigles et abréviations .....	13
<i>Stéphanie THIÉBAULT et Alexandra LANGLAIS</i>	
Préface .....	17
Le temps du colloque et celui de l'ouvrage .....	18
Un nécessaire regard multidisciplinaire .....	19
Les thématiques de l'ouvrage .....	19
L'ambition de l'ouvrage .....	20
<i>Alexandra LANGLAIS</i>	
Introduction .....	21
I. Le besoin d'interdisciplinarité et la place du droit dans cette interdisciplinarité .....	25
II. Les soubassements du droit de l'environnement interrogés par l'émergence des paiements pour services environnementaux .....	27
<i>Alexandra LANGLAIS</i>	
À la recherche d'une définition juridique des paiements pour services environnementaux ? .....	31
I. Une définition juridique des PSE à la lumière des besoins de droit des sciences de l'économie et de l'écologie .....	32
A. Un besoin de clarté terminologique né des flous et divergences des définitions actuelles .....	33
1. Les évolutions définitionnelles de la notion de paiement pour services environnementaux .....	33
2. L'interférence de la notion de services écosystémiques dans la notion de paiements pour services environnementaux .....	36

<i>B. La tentation de recourir à une définition existante non juridique</i> .....	38
1. Le choix d'une définition existante à l'épreuve d'un contenu non consensuel .....	38
2. Le choix d'une définition existante et son entrée dans le droit ou l'articulation des faits au droit .....	41
II. Une définition des paiements pour services environnementaux à la lumière des besoins du droit .....	43
<i>A. La pertinence d'une définition des paiements     pour services environnementaux face à l'existant juridique</i> .....	44
1. Le recours à la notion d'instrument économique .....	44
2. Les caractéristiques juridiques des paiements pour services environnementaux absorbés par le contrat? .....	46
<i>B. La nature d'une définition juridique des paiements     pour services environnementaux au regard des fonctions du droit</i> .....	49
1. Le choix d'une définition terminologique des paiements pour services environnementaux .....	50
2. Les paiements pour services environnementaux à la rencontre d'une définition réelle .....	52
Conclusion .....	56

*Première partie*

## **Émergence et enjeux transversaux des paiements pour services environnementaux**

Mohamed Ali MEKOUAR

Aperçu sur quelques outils de promotion internationale  
des paiements pour services environnementaux en agriculture .....

I. Un cadre incitatif foisonnant .....	62
<i>A. Un large éventail d'acteurs et d'actions</i> .....	62
1. Initiatives intergouvernementales .....	62
2. Contributions non gouvernementales .....	67
<i>B. L'IPBES, un vecteur de convergence scientifique et politique</i> .....	70
1. Émergence de l'IPBES .....	70
2. Apport de l'IPBES .....	71
II. Un encadrement juridique multiforme .....	72
<i>A. Une palette variée d'approches normatives</i> .....	72
1. Dispositifs spécifiques et/ou sectoriels .....	72
2. Démarches « centralisées » et/ou « décentralisées » .....	73
3. Instruments publics et/ou privés .....	75
<i>B. Des enjeux récurrents : intégration, viabilité, efficacité, équité</i> .....	75

*Alain KARSENTY*

Les paiements pour services environnementaux dans les pays en développement : compenser ou récompenser ? .....	79
I. Services écosystémiques vs services environnementaux .....	79
II. Que sont les PSE ? .....	80
A. <i>Que paye-t-on ?</i> .....	81
1. Distinguer incitations directes conditionnelles et incitation indirectes ...	81
2. L'usage de cibles intermédiaires .....	82
3. Restriction de droits d'usage vs investissement .....	83
B. <i>Qui est payé ?</i> .....	84
C. <i>Qui paye ?</i> .....	85
D. <i>Évaluation économique et PSE : des exercices différents</i> .....	86
1. Limites et arbitraire de l'évaluation .....	86
2. Importance et limite du coût d'opportunité .....	88
III. Le mythe des instruments de marché .....	89
A. <i>Des biens publics ou collectifs par nature</i> .....	89
B. <i>Des PSE organisés sur un mode marchand ?</i> .....	90
C. <i>Prix ou coûts ?</i> .....	91
D. <i>PSE ou agriculture de filières « naturelles » contractualisée ?</i> .....	91
IV. Compenser ou récompenser ? .....	93
A. <i>L'additionnalité économique</i> .....	93
B. <i>Un risque d'éviction des motivations désintéressées à conserver la nature ?</i> .....	94
C. <i>La contrainte légale</i> .....	95
1. Prendre en compte la pauvreté .....	96
2. Droits fonciers et équité .....	96
D. <i>Construire des alternatives durables</i> .....	97
1. Le problème du coût d'opportunité .....	97
2. Les PSE comme catalyseurs d'investissements et de sécurisation foncière ..	98
Conclusion .....	99

*Agnès MICHELOT*

Les paiements pour services environnementaux à l'épreuve du droit et de l'équité : réflexion critique .....	101
I. Les PSE : des conceptions économiques aux concepts juridiques .....	102
A. <i>Les SE entre confusion terminologique et enjeux idéologiques : de l'économie de l'environnement à l'économie écologique</i> .....	103
1. La première conception est celle de l'économie de l'environnement ...	103
2. La seconde conception est portée par l'économie écologique .....	104

<i>B. Une autre vision de l'environnement :</i>	
<i>approche par l'économie des services</i> .....	105
II. À la recherche de l'opérationnalité des PSE par le droit :	
quelle place pour l'équité? .....	107
A. Les systèmes de PSE : de nouveaux questionnements juridiques? .....	107
1. Des PSE pour pallier les lacunes du droit de l'environnement? .....	107
2. L'ambiguïté de la rémunération des SE : une autre difficulté juridique ..	108
B. Objectifs et modalités des PSE : quelle place pour l'équité,	
quel rôle pour le droit? .....	109
Conclusion .....	111

Marie-Pierre CAMPROUX DUFFRÈNE

Les paiements pour services environnementaux : une participation  
au processus de marchandisation de services écosystémiques?

Quelle réalité pour un marché des paiements

pour services environnementaux? .....	113
I. De la commercialité juridique du PSE .....	118
A. La première difficulté résultant de l'initiation du processus :	
<i>la réification</i> .....	118
B. La disponibilité, deuxième étape du processus et deuxième difficulté ...	120
II. Des obstacles à la mise sur le marché des PSE	
et donc à la marchandisation des SE .....	120
A. L'évaluation monétaire et le possible échange :	
<i>deux étapes difficiles à franchir pour les PSE</i> .....	121
B. Les PSE : des choses exclues du marché .....	123

Olivier BARRIÈRE

Du droit des biens au droit des utilités :

les services écosystémiques et environnementaux

au sein de la régulation juridique des socio-écosystèmes .....	127
Introduction .....	127
A. De la relation homme/nature .....	128
B. Services écosystémiques et environnementaux	
<i>et viabilité socio-écologique</i> .....	130
C. La dimension anthropo-juridique d'une approche du droit .....	133
I. Le droit des biens : de la liberté absolue des personnes	
sur les choses, une logique marchande .....	137
A. L'appropriation du fonds : l'invention de la propriété par la possession ..	138
1. La propriété romaine : quiritaire (entière), publique (concession)	
et inaliénable (transmission) .....	139

2. La propriété féodale : alleu, bénéficiaire et fief (entre liberté et suzeraineté) .....	140
3. L'unité de la propriété par l'exclusivité et l'individualisme .....	142
<i>B. Substitution et intégration : purge et reconnaissance des droits endogènes ou comment créer de la propriété où elle n'existe pas</i> .....	144
<i>C. La reconnaissance d'une « endogénéité juridique »</i> .....	148
1. La reconnaissance des droits des populations autochtones par le droit international .....	149
2. La reconnaissance des droits des populations autochtones par le droit national .....	151
II. Le droit des utilités : une logique territoriale .....	152
<i>A. Le paradigme de l'utilité</i> .....	154
<i>B. De l'utilité à la ressource</i> .....	156
1. Acteurs et gouvernance .....	156
2. L'espace-ressource .....	158
3. Droit endogène et juridicité .....	162
Conclusion .....	169

*Ana Rachel TEIXEIRA CAVALCANTE, Clarissa FERREIRA MACEDO D'ISEP  
et Olivier MAZAUDOUX*

PSE et droits fonciers au Brésil .....	171
I. L'état de l'art du cadre normatif :	
les PSE, une prise en compte directe ou par ricochet .....	173
<i>A. Code forestier du 25 mai 2012 : une première base légale pour les PSE</i> ..	173
1. Un code moins rigoureux issu d'un processus très tumultueux .....	174
2. Le PSE au sein du Code forestier : un pas substantiel vers un régime fédéral .....	175
<i>B. Les PSE par ricochet : de l'eau au climat en passant par les aires protégées</i> .....	177
1. La régulation des PSE au Brésil : une entrée par les aires protégées et les ressources hydriques .....	178
2. La place des PSE dans les instruments relatifs à la lutte contre le changement climatique au Brésil .....	182
II. Le développement des PSE au sein des politiques publiques :	
d'une pratique morcelée à une législation intégrée ? .....	184
<i>A. Une pratique morcelée en pleine expansion depuis les années 2000 : du Proambiente aux Bourses vertes</i> .....	184
1. Regards sur des exemples particuliers de mise en œuvre des PSE au Brésil .....	185
2. Caractéristiques communes des expériences en cours .....	187

<i>B. Le projet de loi en cours d'élaboration :</i>	
<i>vers une politique intégrée des PSE au Brésil</i> .....	188
1. Des projets de loi ouverts à un système de PSE .....	188
2. État des lieux sur l'adoption du projet de loi de 2007 : de fortes attentes parsemées d'obstacles .....	190
Conclusion .....	191
 <i>Edgar FERNANDEZ FERNANDEZ</i>	
<b>Le système de paiement pour services environnementaux du Costa Rica</b> .....	193
I. La collecte des ressources financières .....	194
A. <i>Le principe « pollueur-payeur »</i> .....	195
1. Pollueurs à l'échelle nationale .....	195
2. Pollueurs à l'échelle internationale .....	196
B. <i>Le principe « usager-payeur »</i> .....	196
1. Usagers de la ressource hydrique .....	197
2. Usagers de la biodiversité et de la beauté du paysage .....	197
C. <i>Emprunts et dons</i> .....	198
II. Le paiement .....	198
A. <i>Les destinataires</i> .....	198
B. <i>Les activités bénéficiaires</i> .....	199
1. Le reboisement .....	199
2. La régénération naturelle de la forêt .....	200
3. La conservation de la forêt .....	200
4. L'exploitation durable de la forêt .....	201
5. Les systèmes agroforestiers (SAF) .....	202
C. <i>Le montant payé</i> .....	203

*Deuxième partie*

**Les paiements pour services environnementaux  
dans la politique agricole commune**

<i>Pierre DUPRAZ, Louis-Pascal MAHÉ et Alban THOMAS</i>	
<b>Paiements pour services environnementaux, biens publics et fédéralisme fiscal : enjeux pour la politique agricole commune</b> .....	207
I. Introduction .....	207
II. L'État doit-il réguler la fourniture des services environnementaux par les agriculteurs et faut-il les rémunérer? .....	210

III. Comment réguler et rémunérer la fourniture des services environnementaux quand l'exclusion n'est pas trop coûteuse .....	217
A. <i>Les biens privés</i> .....	219
B. <i>Les biens publics purs</i> .....	221
C. <i>Les biens publics impurs</i> .....	223
1. Les communs en accès libre .....	223
2. Les biens quasi-clubs : la chasse, la pêche et les pâturages communs ..	224
3. Une ressource commune exploitée par l'agriculture et (mal) gérée presque en direct par l'État : l'eau .....	229
VI. À quel niveau de gouvernement (local/supranational) faut-il attribuer la compétence et le financement public des PSE ? Vers plus de « sagesse dans les piliers » de la PAC .....	235
A. <i>La PAC, politique supranationale</i> .....	235
B. <i>La structure actuelle des piliers n'épouse plus celle des nouveaux objectifs de la PAC</i> .....	238
C. <i>Vers trois piliers de la sagesse dans la PAC</i> .....	240
Conclusion .....	243

*Danielle CHARLES-LE BIHAN*

Les paiements pour services environnementaux dans la politique agricole commune : quelle dimension territoriale? ...	247
Introduction .....	247
I. Les PSE dans la PAC : des instruments de politique sectorielle accompagnant une démarche volontaire et individuelle .....	251
A. <i>Des « paiements agro-environnementaux »... aux « paiements agro-environnementaux et climatiques »</i> .....	252
1. Les « paiements agro-environnementaux » fondés sur le règlement n° 1698/2005 du Conseil .....	252
2. Les « paiements agro-environnementaux et climatiques » .....	253
B. <i>Une approche exclusivement corrective d'un certain nombre d'impacts sur l'environnement et sur les territoires à revisiter</i> .....	255
1. Les retombées positives de l'approche corrective restent limitées... ..	255
2. Une évolution des PSE agro-environnementaux et climatiques d'une logique de compensation vers une logique de rémunération de services .....	256
II. Les perspectives de PSE « agro-environnementaux et climatiques » au service de l'équilibre territorial et environnemental? .....	257
A. <i>Rémunérer « des services environnementaux territoriaux »</i> .....	258
B. <i>Rémunérer une transition agro-écologique dans un cadre concerté au niveau des territoires et/ou des filières</i> .....	260

1. Des programmes innovants de transition au niveau territorial à l'échelle de l'exploitation pourraient être financés, en priorité, dans un cadre concerté au niveau territorial ou de filières .....	260
2. Des contrats agro-environnementaux qui devraient être fondés sur une démarche collective pour atteindre des enjeux environnementaux territorialisés .....	261

Michael CARDWELL

L'expérience des « droits à produire » et de leur patrimonialité comme source de réflexion pour les paiements pour services environnementaux .....	265
Introduction .....	265
I. Quotas laitiers .....	266
A. Quotas laitiers et droits à produire .....	266
B. Quotas laitiers et environnement .....	267
II. Quotas d'élevage .....	269
A. Quotas d'élevage et droits de propriété .....	269
B. Quotas d'élevage et environnement .....	269
III. Régime de paiement unique par exploitation .....	270
A. Paiement unique par exploitation et droit de propriété .....	270
B. Paiement unique par exploitation et environnement .....	272
Conclusions .....	275

### Troisième partie

## **Le contrat comme instrument privilégié des paiements pour services environnementaux ?**

Isabelle DOUSSAN et Gilles J. MARTIN

Les paiements pour services environnementaux à la lumière de la théorie générale des contrats .....	281
I. Les PSE et les éléments constitutifs du contrat .....	282
A. Le consentement .....	282
B. La matière de l'engagement .....	285
C. Le prix .....	289
II. Les PSE et les effets du contrat .....	290
A. L'effet obligatoire .....	290
1. Diversité des modalités de contrôle .....	291
2. La diversité des sanctions en cas d'inexécution .....	294
B. L'effet relatif .....	295



*Luc BODIGUEL*

Les paiements pour services environnementaux à la lumière du bail rural environnemental .....	297
Introduction .....	297
I. Le bail rural (de service) environnemental : une réalité discutable .....	299
II. Le paiement du bail (de service) environnemental : une incitation limitée .....	302
Conclusion .....	305

*Carole HERNANDEZ-ZAKINE*

Paieiments pour services environnementaux : des contrats pour formaliser l'engagement environnemental des agriculteurs .....	307
I. Les PSE induisent des contrats .....	309
A. Distinguer services environnementaux et services écosystémiques .....	309
B. Le volontariat à la base des PSE .....	312
II. Des contrats pour donner du sens au rôle des agriculteurs .....	313
A. Des contrats PSE pour produire de l'environnement .....	314
B. Des contrats pour participer à la gestion d'un patrimoine commun .....	317

*Sylvain CAYLET*

Contrats publics et paiements pour services environnementaux .....	323
I. Les contrats publics portant PSE, probables conventions d'objectifs ou de subvention .....	329
A. La qualification de conventions d'objectifs ou de subvention, conséquence probable de l'assimilation des paiements publics pour services environnementaux à des aides d'État .....	329
B. La qualification de conventions d'objectifs ou de subvention, traduction de la possible absence de nature contractuelle des actes publics portant PSE .....	332
II. Les contrats publics portant PSE, plausibles contrats de la commande publique .....	335
A. La qualification de contrats de la commande publique, qualification concurrente classique des conventions d'objectifs ou de subvention .....	335
B. La qualification de contrats de la commande publique, qualification cohérente avec le développement d'une conception marchande des PSE .....	337

## Quatrième partie

**Les paiements pour services environnementaux  
à la rencontre de leurs objets environnementaux***Jacques BAUDRY*

Paiements pour services environnementaux :	
un point de vue d'écologue .....	343
I. Un service de régulation de la qualité de l'eau :	
la dénitrification des eaux de surface .....	346
II. Un service de régulation biologique :	
la protection des cultures contre leurs bioagresseurs .....	348
III. Tirer parti du semi-échec des mesures agro-environnementales pour gérer les services environnementaux .....	349

*Adrien BODART*

Des paiements pour services écosystémiques « non monétaires », un instrument adapté à la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau ? .....	353
I. L'utilité potentielle des concepts de service écosystémique et de PSE pour la détermination et l'atteinte du bon état des eaux requis par la DCE .....	361
A. L'éventuelle utilité du concept de services écosystémiques pour la définition du « bon état » des eaux imposé par la DCE .....	361
B. L'attention constante aux aspects économiques des gestion et protection intégrées de l'eau, un contexte favorable aux PSE .....	365
II. Recherche d'une forme de PSE conforme à l'exigence de coût non démesuré des mesures prises en vertu de la DCE .....	368
A. Les PSE, instruments de mise en œuvre conjointe de la politique agricole commune et de la politique de l'eau ? .....	368
B. Des PSE non monétaires, solution respectueuse de l'efficacité économique des mesures imposée par la DCE ? .....	371

*Philippe BILLET*

De la pollinisation considérée comme un service. Approches juridiques d'une fonction naturelle .....	375
I. Les conventions de pollinisation, valorisation financière du service écosystémique rendu par les abeilles .....	381
II. La légitimité du bénéfice « du profit » des abeilles .....	386
III. Le financement du service écosystémique de pollinisation .....	391
IV. Le service environnemental de protection des pollinisateurs .....	395
Conclusion .....	408

Gaël THÉVENOT

Utilisation durable des pesticides : quel rôle pour les paiements  
pour services environnementaux? ..... 409

- I. Les prescriptions de la PAC  
favorables à l'utilisation durable des pesticides ..... 413
  - A. Des prescriptions directes... ..... 413
  - B. ... et indirectes ..... 415
- II. L'apport des PSE ..... 418
  - A. Une qualification délicate ..... 418
  - B. Vers des paiements pour préservation des services écosystémiques ..... 424

Norbert OLSZAK

Conclusions ..... 427

- I. Régler les qualifications ..... 428
  - A. Quels services? ..... 428
  - B. Quels opérateurs? ..... 429
- II. Veiller à la qualité ..... 430
  - A. Le financement ..... 430
  - B. Le contrôle ..... 431

Les auteurs ..... 433